



Transit

**Mesures phytosanitaires pour les envois
en transit : guide à l'usage des organisations
nationales de la protection des végétaux**



Transit

Mesures phytosanitaires pour les envois en transit : guide à l'usage des organisations nationales de la protection des végétaux

Notes sur la publication :

Version 1.0 publiée en mars 2014.

Vos remarques sont les bienvenues

Vous avez lu ce document ? Pensez à nous indiquer en quoi il vous a été utile et à nous faire part de vos commentaires et suggestions pour en améliorer le contenu. Il vous suffit pour cela de répondre à notre enquête simple et rapide en deux questions à l'adresse suivante : <https://www.surveymonkey.com/s/transitmanual> (en anglais).

Vos remarques permettront au Secrétariat de la CIPV et au Comité chargé du renforcement des capacités d'améliorer le présent document ainsi que d'autres ressources de formation.

Le présent guide passe en revue les aspects phytosanitaires des accords de transit. Il a été élaboré en tant que composante de la Stratégie de renforcement des capacités phytosanitaires nationales de la CIPV adoptée à la cinquième session de la Commission des mesures phytosanitaires (2010) de la Convention internationale pour la protection des végétaux. Il a été rédigé par Jeff Jones et révisé par le Comité chargé du renforcement des capacités de la CIPV (qui comprend des experts phytosanitaires des sept régions de la FAO), la Consultation technique des organisations régionales de la protection des végétaux, ainsi que par les spécialistes qui ont participé à l'élaboration de la NIMP n° 25 de 2006 (Envois en transit).

Il est conforme à la définition communément admise des capacités phytosanitaires nationales ainsi qu'avec la stratégie adoptée par la CMP.

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO.

© FAO, 2014

La FAO encourage l'utilisation, la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Sauf indication contraire, le contenu peut être copié, téléchargé et imprimé aux fins d'étude privée, de recherches ou d'enseignement, ainsi que pour utilisation dans des produits ou services non commerciaux, sous réserve que la FAO soit correctement mentionnée comme source et comme titulaire du droit d'auteur et à condition qu'il ne soit sous-entendu en aucune manière que la FAO approuverait les opinions, produits ou services des utilisateurs.

Toute demande relative aux droits de traduction ou d'adaptation, à la revente ou à d'autres droits d'utilisation commerciale doit être présentée au moyen du formulaire en ligne disponible à <http://www.fao.org/contact-us/licence-request> ou adressée par courriel à copyright@fao.org.

Le texte figurant dans ce document ne saurait être considéré comme une interprétation juridique officielle de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) ou de ses documents connexes, et il est publié uniquement dans le but d'informer le public. Pour traduire ce matériel, veuillez écrire à ippc@fao.org pour obtenir des informations en vue d'une co-édition

Les produits d'information de la CIPV sont disponibles sur la page consacrée aux ressources phytosanitaires www.phytosanitary.info.





Table des matières

Sigles et acronymes	4
Définitions	5
Objectif du guide	8
1 Qu'entend-on par transit ?	9
2 Notification et échange d'informations	11
3 Risque pour le pays de transit	12
3.1 Facteurs liés aux marchandises et risque associé	12
3.2 Évaluation du risque phyto-sanitaire par le pays de transit	14
3.3 Mesures phytosanitaires	15
3.4 Situations de transit spécifiques	16
3.5 Mesures additionnelles	16
4 Établissement d'un système de transit	17
4.1 Coordination avec les organismes de contrôle aux frontières et les intervenants du secteur privé	17
4.2 Documentation	18
4.3 Examen et ajustements	18
5 Réponse aux situations d'urgence ou de non-conformité	19
6 Cas particuliers	20
6.1 Semences, terre et milieux de culture	20
6.2 Transit d'organismes de lutte biologique ou d'organismes nuisibles vivants pour la recherche scientifique	21
6.3 Plants aquatiques	21
6.4. Organismes nuisibles contaminants	22
6.5. Fraude	22
7 Conclusions	23
Documents de référence et autres ressources	24



Sigles et acronymes

CIPV	Convention internationale pour la protection des végétaux
CMP	Commission des mesures phytosanitaires
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
NIMP	Norme internationale pour les mesures phytosanitaires
ONPV	Organisation nationale de la protection des végétaux

Définitions¹

action d'urgence : Action phytosanitaire menée rapidement en cas de situation phytosanitaire nouvelle ou imprévue [CIMP, 2001]

agent de lutte biologique : Auxiliaire, antagoniste, compétiteur, ou autre organisme, utilisé pour la lutte contre les organismes nuisibles [NIMP n° 3, 1996; révisée NIMP n° 3, 2005]

analyse du risque phytosanitaire (interprétation convenue) : Processus consistant à évaluer les données biologiques, ou autres données scientifiques ou économiques, pour déterminer si un organisme est nuisible, s'il devrait être réglementé, et la sévérité des mesures phytosanitaires éventuelles à prendre à son égard [FAO, 1995; révisée CIPV, 1997; NIMP n° 2, 2007]

article réglementé : Tout végétal, produit végétal, lieu de stockage, emballage, moyen de transport, conteneur, terre et tout autre organisme, objet ou matériel susceptible de porter ou de disséminer des organismes nuisibles justifiant des mesures phytosanitaires, particulièrement pour tout ce qui concerne les transports internationaux [FAO, 1990; révisée FAO, 1995; CIPV, 1997]

certificat phytosanitaire : Document officiel sur support papier ou son équivalent électronique officiel, conforme au modèle de document de la CIPV, attestant qu'un envoi satisfait aux exigences phytosanitaires à l'importation [FAO, 1990; révisée CMP, 2012]

CIPV : Convention internationale pour la protection des végétaux, déposée en 1951 à la FAO (Rome) et amendée depuis [FAO, 1990; révisée CIMP, 2001]

Convention internationale pour la protection des végétaux : Convention internationale pour la protection des végétaux, déposée à la FAO (Rome) en 1951 et amendée depuis [FAO, 1990]

dissémination : Extension de la distribution géographique d'un organisme nuisible à l'intérieur d'une zone [FAO, 1995]

emballage : Matériau utilisé pour soutenir, protéger ou contenir une marchandise [NIMP n° 20, 2004]

entrée (d'un envoi) : Arrivée, par un point d'entrée, dans une zone [FAO, 1995]

entrée (d'un organisme nuisible) : Arrivée d'un organisme nuisible dans une zone où il est absent ou présent mais non largement disséminé et faisant l'objet d'une lutte officielle [FAO, 1995]

envoi : Ensemble de végétaux, de produits végétaux et/ou d'autres articles expédiés d'un pays à un autre et couvert, si nécessaire, par un seul certificat phytosanitaire (un envoi peut être composé de plusieurs marchandises ou lots) [FAO, 1990; révisée CIMP, 2001]

envoi en transit : Un envoi qui passe par un pays sans être importé, et qui peut être soumis à des mesures phytosanitaires [FAO, 1990; révisée CEMP, 1996; CEMP, 1999; CIMP, 2002; NIMP n° 25, 2006; précédemment pays de transit]

établissement : Perpétuation, dans un avenir prévisible, d'un organisme nuisible dans une zone après son entrée [FAO, 1990; révisée FAO, 1995; CIPV, 1997; précédemment établi]

évaluation du risque phytosanitaire (pour les organismes de quarantaine) : Évaluation de la probabilité d'introduction et de dissémination d'un organisme nuisible et de l'ampleur des conséquences économiques potentielles qui y sont associées [FAO, 1995; révisée NIMP n° 11, 2001; NIMP n° 2, 2007]

^{1/} Ces définitions proviennent du Glossaire des termes phytosanitaires de la CIPV (NIMP n° 5). La liste proposée ici inclut uniquement les termes du glossaire utilisés dans le présent guide. Le glossaire est mis à jour chaque année conformément aux décisions prises par la Commission des mesures phytosanitaires de la CIPV. La version complète et mise à jour du glossaire peut être consultée à l'adresse suivante : <https://www.ippc.int/fr/publications/glossary-phytosanitary-terms>. Les définitions présentées ici étaient exactes en février 2014.

filière : Tout moyen par lequel un **organisme nuisible** peut **entrer** ou se **disséminer** [FAO, 1990; révisée FAO, 1995]

gestion du risque phytosanitaire (pour les **organismes de quarantaine**) : Évaluation et sélection des options permettant de réduire le risque d'**introduction** et de **dissémination** d'un **organisme nuisible** [FAO, 1995; révisée NIMP n° 11, 2001]

infestation (d'une **marchandise**) : Présence dans une **marchandise** d'un **organisme** vivant **nuisible** au **végétal** ou au **produit végétal** concerné. L'**infestation** comprend également l'**infection** [CEMP, 1997; révisée CEMP, 1999]

inspection : **Examen visuel officiel** de **végétaux**, de **produits végétaux** ou d'autres **articles réglementés** afin de déterminer la présence ou l'absence d'**organismes nuisibles** et/ou de s'assurer du respect de la **réglementation phytosanitaire** [FAO, 1990; révisée FAO, 1995]

intégrité (d'un **envoi**) : Composition d'un **envoi** telle que décrite dans son **certificat phytosanitaire** ou autre document **officiellement** accepté, maintenue sans perte, adjonction ni remplacement [CMP, 2007]

introduction (d'un **organisme nuisible**) : **Entrée** d'un **organisme nuisible**, suivie de son **établissement** [FAO, 1990; révisée FAO, 1995; CIPV, 1997]

législation phytosanitaire : Lois de base, attribuant à une **Organisation nationale de la protection des végétaux** l'autorité légale lui permettant de formuler des **réglementations phytosanitaires** [FAO, 1990; révisée FAO, 1995]

marchandise : Type de **végétal**, de **produit végétal** ou autre article transporté lors d'échanges commerciaux ou pour d'autres raisons [FAO, 1990; révisée CIMP, 2001]

matériau d'emballage en bois : **Bois** ou produit en **bois** (excepté les produits en papier) utilisés pour soutenir, protéger ou contenir une **marchandise** (y compris **bois** de calage) [NIMP n° 15, 2002]

mesure d'urgence : **Mesure phytosanitaire** adoptée de façon urgente dans une situation phytosanitaire nouvelle ou imprévue. Une mesure d'urgence peut être **provisoire** mais ne l'est pas nécessairement [CIMP, 2001; révisée CIMP, 2005]

mesure phytosanitaire (interprétation convenue) : Toute **législation**, **réglementation** ou méthode **officielle** ayant pour objet de prévenir l'**introduction** ou la **dissémination** d'**organismes de quarantaine** ou de limiter l'incidence économique d'**organismes réglementés non de quarantaine** [FAO, 1995; révisée CIPV, 1997; CIMP, 2002]

L'interprétation convenue du terme mesure phytosanitaire rend compte de la relation qui existe entre les mesures phytosanitaires et les organismes nuisibles réglementés non de quarantaine. Cette relation n'est pas convenablement reflétée dans la définition donnée dans l'article II de la CIPV (1997).

NIMP : **Norme internationale pour les mesures phytosanitaires** [CEMP, 1996; révisée CIMP, 2001]

norme : Document, établi par consensus et approuvé par un organisme reconnu, qui fournit, pour des usages communs et répétés, des règles, des lignes directrices ou des caractéristiques, pour des activités ou leurs résultats, garantissant un niveau d'ordre optimal dans un contexte donné [FAO, 1995; définition de ISO/IEC GUIDE 2:1991]

Norme internationale pour les mesures phytosanitaires : **Norme internationale** adoptée par la Conférence de la FAO, la Commission intérimaire des mesures phytosanitaires ou la Commission des mesures phytosanitaires, établie par la **CIPV** [CEMP, 1996; révisée CEMP, 1999]

ONPV : **Organisation nationale de la protection des végétaux** [FAO, 1990; CIMP, 2001]

Organisation nationale de la protection des végétaux : Service **officiel** institué par un gouvernement pour mettre en œuvre les fonctions spécifiées par la **CIPV** [FAO, 1990; précédemment Organisation (nationale) pour la protection des végétaux]

organisme de quarantaine : **Organisme nuisible** qui a une importance potentielle pour l'économie de la **zone menacée** et qui n'est pas encore présent dans cette zone ou bien qui y est présent mais n'y est pas largement disséminé et fait l'objet d'une **lutte officielle** [FAO, 1990; révisée FAO, 1995; CIPV, 1997]

organisme nuisible : Toute espèce, souche ou biotype de végétal, d'animal ou d'agent **pathogène** nuisible pour les **végétaux** ou **produits végétaux**. N.B. : Dans les textes relatifs à la CIPV, l'expression « plant pest » (organisme nuisible à un végétal/à des végétaux) est parfois employée en anglais au lieu de « pest » (organisme nuisible) [FAO, 1990; révisée FAO, 1995; CIPV, 1997; révisée CMP, 2012]

organisme nuisible contaminant : **Organisme nuisible** véhiculé par une **marchandise** mais ne l'infestant pas, s'il s'agit de **végétaux** et **produits végétaux** [CEMP, 1996; révisée CEMP, 1999]

organisme nuisible réglementé : **Organisme de quarantaine** ou **organisme réglementé non de quarantaine** [CIPV, 1997]

point d'entrée : Aéroport, port maritime ou poste de frontière terrestre **officiellement** désigné pour l'importation d'**envois**, et/ou l'arrivée de passagers [FAO, 1995]

produits végétaux : Produits non manufacturés d'origine **végétale** (y compris les **grains**), ainsi que les produits manufacturés qui, étant donné leur nature ou celle de leur transformation, peuvent constituer un risque d'**introduction** ou de **dissémination** des organismes nuisibles [FAO, 1990; révisée CIPV, 1997; précédemment produit végétal]

réglementation phytosanitaire : Ensemble de règlements **officiels** visant à prévenir l'**introduction** ou la **dissémination d'organismes de quarantaine**, ou à limiter les effets économiques des **organismes réglementés non de quarantaine**, notamment l'établissement de procédures pour la **certification phytosanitaire** [FAO, 1990; révisée FAO, 1995; CEMP, 1999; CIMP, 2001]

restriction : **Réglementation phytosanitaire** qui autorise l'importation ou la mise en circulation de **marchandises** déterminées, à condition que des exigences spécifiques soient respectées [CEMP, 1996; révisée CEMP, 1999]

risque phytosanitaire (pour les **organismes de quarantaine**) : Probabilité d'**introduction** et de **dissémination** d'un **organisme nuisible** et ampleur des conséquences économiques potentielles qui y sont associées [NIMP n° 2, 2007]

sécurité phytosanitaire (d'un **envoi**) : Maintien de l'**intégrité** d'un **envoi** et prévention de son **infestation** et de sa **contamination** par des **organismes nuisibles réglementés**, grâce à l'application de **mesures phytosanitaires** appropriées [CMP, 2009]

techniquement justifié : Justifié sur la base des conclusions d'une **analyse** appropriée du **risque phytosanitaire** ou, le cas échéant, d'autres examens ou évaluations comparables des données scientifiques disponibles [CIPV, 1997]

traitement : Procédure **officielle** pour la destruction, l'**inactivation**, l'élimination ou la stérilisation d'**organismes nuisibles**, ou pour la **dévitalisation** [FAO, 1990; révisée FAO, 1995; NIMP n° 15, 2002; NIMP n° 18, 2003; CIMP, 2005]

transit : Voir **envoi en transit**

usage prévu : Usage déclaré pour lequel des **végétaux**, **produits végétaux** ou d'autres articles sont importés, produits ou utilisés [NIMP n° 16, 2002; révisée CMP, 2009]

végétaux : Plantes vivantes et parties de plantes vivantes, y compris les **semences** et le **matériel génétique** [FAO, 1990; révisée CIPV, 1997]

végétaux destinés à la plantation : **Végétaux** destinés à rester en terre, à être **plantés** ou à être **replantés** [FAO, 1990]

Objectif du guide

Le présent guide fournit aux organisations nationales de la protection des végétaux (ONPV) des informations sur les situations des envois en transit.

Il a été élaboré afin de fournir aux ONPV des informations pour les aider à :

- ◆ déterminer si un envoi en transit pose un risque phytosanitaire
- ◆ gérer le risque de façon appropriée.

Ces informations mettent en évidence le fait que les mesures de gestion doivent être fondées sur le risque

phytosanitaire. Par conséquent, si aucun risque phytosanitaire n'est identifié, il n'est pas nécessaire de

mettre en place des mesures phytosanitaires. Des exemples concrets sont présentés dans le présent document.

Une norme internationale pour les mesures phytosanitaires (NIMP) relative aux situations de transit a été adoptée : NIMP n° 25 (*Envois en transit*, 2006). La norme décrit les procédures d'identification et de gestion des risques phytosanitaires associés aux envois en transit, de telle sorte que toute mesure phytosanitaire appliquée dans le pays de transit soit techniquement justifiée et nécessaire pour empêcher l'introduction ou la dissémination des organismes nuisibles dans ce pays (NIMP n° 25).

Tout au long du document, le texte renvoie à la NIMP n° 25 (2006) et fait également référence à d'autres NIMP connexes. Le présent guide est fourni à titre informatif, dans le seul but d'aider les ONPV à mettre en œuvre la NIMP n° 25 (2006).

Encadré 1

Question : L'ONPV du pays de transit doit-elle systématiquement être impliquée ?

Réponse : Uniquement s'il y a un risque phytosanitaire.

1 Qu'entend-on par transit ?

On entend par transit la situation où un envoi passe par un pays (ou plusieurs pays) sans être importé. Dans le contexte de la Convention internationale pour la protection des végétaux, un « envoi en transit » désigne « un envoi qui passe par un pays sans être importé, et qui peut être soumis à des mesures phytosanitaires. »

Cela signifie que l'envoi passe par un ou plusieurs pays avant d'arriver dans le pays d'importation.

Encadré 2

Définition – envoi en transit : Envoi qui passe par un pays sans être importé, et qui peut être soumis à des mesures phytosanitaires ([Glossaire des termes phytosanitaires de la CIPV](#)).

Si les marchandises « en transit » ne constituent pas des importations vers le pays de transit, elles peuvent néanmoins présenter un risque phytosanitaire pour ce pays.

De manière générale, c'est aux douanes et aux organismes chargés des contrôles aux frontières que revient la responsabilité

d'administrer ces formalités. Il peut cependant arriver que les services des douanes ne se chargent pas de veiller à la sécurité phytosanitaire des envois ni de superviser les formalités de transit.

Le rôle de l'ONPV consiste à :

- ◆ identifier la présence éventuelle d'un risque phytosanitaire
- ◆ évaluer le risque
- ◆ déterminer une gestion appropriée du risque en se fondant sur une justification technique.

Dans certains cas, les situations de transit n'impliquent qu'une simple formalité administrative et ne requièrent pas l'intervention de l'ONPV. Mais dans d'autres cas, la situation peut être plus compliquée et l'ONPV du pays de transit doit intervenir. Lorsque l'ONPV du pays de transit décide d'intervenir, sa décision doit être fondée sur la nécessité de gérer un risque phytosanitaire. L'évaluation du risque associé à un envoi doit tenir compte des facteurs de risque décrits dans la [NIMP n° 25](#).

Bien souvent, lorsqu'ils sont en transit, les envois restent fermés et présentent peu de risques pour le pays de transit. En raison de la faible prévalence du risque, il se peut que des mesures phytosanitaires ou l'intervention de l'ONPV ne soient pas nécessaires. Dans d'autres cas, l'intervention directe de l'ONPV peut également ne pas être indispensable, mais la mise au point d'un plan d'action peut s'avérer utile.

Lorsque les envois en transit sont fractionnés, remballés, déplacés par voie terrestre ou transbordés sur un navire dans un port de sortie, l'ONPV identifiera et évaluera les risques phytosanitaires et les gèrera de façon appropriée. L'ONPV doit donc disposer d'installations adéquates et certifiées dans lesquelles ces activités pourront être menées. En tant qu'organisme chargé de superviser le transit des articles réglementés, il incombe à l'ONPV de garantir l'appui politique et les ressources nécessaires pour établir et conserver les installations appropriées et d'en assurer le fonctionnement.

Figure 1



Rôles de l'ONPV : l'ONPV du pays exportateur et l'ONPV du pays importateur conviennent de mesures phytosanitaires. L'ONPV du pays de transit peut vérifier si l'envoi pose un risque phytosanitaire et coopérer avec l'ONPV du pays exportateur pour gérer le risque de façon appropriée en s'appuyant sur une analyse du risque phytosanitaire.

La mise en place d'un système national de gestion des envois en transit doit reposer sur des cadres juridiques appropriés et une volonté de coopération élevée entre les organismes de contrôle aux frontières. Les relations entre ces organismes doivent être favorisées et reposer sur la confiance, la vigilance et la capacité à assumer les responsabilités qu'elles se seront fixées dans le cadre de leur coopération. La procédure décrite dans le présent manuel exige de l'ONPV qu'elle établisse un système national de transit efficace. Un tel système doit être soigneusement documenté afin d'en faciliter le réexamen et l'amélioration en temps opportun.

Encadré 3

Extrait du texte de la CIPV : Les parties contractantes peuvent appliquer les dispositions du présent article [Dispositions concernant les importations] aux envois en transit sur leurs territoires uniquement lorsque de telles mesures sont justifiées d'un point de vue technique et nécessaire pour empêcher l'introduction et/ou la dissémination des organismes nuisibles. (Texte de la CIPV, Article VII.4, Dispositions concernant les importations).

Le déplacement des végétaux et des produits végétaux induit par le commerce international s'accompagne d'un risque de dissémination des organismes nuisibles réglementés. Le déplacement des articles réglementés d'un pays exportateur directe-

ment vers un pays importateur autorise les ONPV des deux pays à convenir d'options de gestion sur la base du risque phytosanitaire. Néanmoins, dans certains cas, le pays de transit est également impliqué dans le déplacement d'articles réglementés dans le cadre du commerce international. Si les marchandises en transit ne constituent pas des importations vers le pays de transit, elles peuvent néanmoins présenter un risque phytosanitaire pour ce pays.

Les douanes (et les autres autorités frontalières) ont leurs propres responsabilités dans la gestion des envois en transit. Les ONPV sont chargées quant à elles de traiter les risques phytosanitaires. Lorsqu'un envoi pose un risque phytosanitaire, les procédures de transit sont purement administratives et sont appliquées de façon adéquate par les services des douanes sans que l'ONPV n'ait à intervenir.

L'ONPV du pays de transit peut décider :

- ◆ quelles situations de transit nécessitent son intervention, en fonction du risque phytosanitaire
- ◆ quelles mesures phytosanitaires appliquer pour gérer ce risque.

2 Notification et échange d'informations

L'échange d'informations et la notification sont des éléments essentiels des stratégies visant à minimiser le risque pour le pays où transitent des envois réglementés. Les ONPV des pays exportateurs et de transit, ainsi que les douanes et les organismes chargés des contrôles aux frontières du pays de transit, doivent être impliqués dans les processus d'échange d'informations et de notification. En outre, le pays importateur peut détenir des informations sur l'analyse du risque phytosanitaire qui peuvent intéresser le pays de transit. Ce dernier peut demander que ces informations lui soient communiquées.

Responsabilités des ONPV dans la gestion des envois en transit :

- ◆ L'ONPV du pays exportateur peut faciliter l'analyse du risque phytosanitaire du pays de transit en fournissant, sur demande, des informations (NIMP n° 11 [2013], NIMP n° 12 [2011], NIMP n° 25 [2006]). Ces informations peuvent inclure :
 - les classes de marchandises ou d'articles réglementés en transit et leur pays d'origine
 - les moyens et les méthodes de transport pour les envois en transit
 - les types d'organismes nuisibles réglementés associés aux envois en transit
 - la répartition des hôtes dans le pays de transit
 - la connaissance de l'itinéraire de transit dans le pays de transit
 - les possibilités que des organismes nuisibles puissent s'échapper des envois
 - les mesures phytosanitaires en vigueur pour les envois de marchandises en transit
 - types d'emballages
 - les conditions de transport (réfrigération, atmosphère modifiée, etc.)
 - les procédures appliquées par les douanes et les autres services compétents.
- ◆ L'ONPV du pays de transit peut conduire une analyse du risque posé par les envois en transit. Pour ce faire, l'ONPV tient compte du type de marchandise ainsi que des NIMP

pertinentes et identifie les exigences auxquelles le pays exportateur doit se conformer.

- ◆ L'ONPV du pays de transit doit communiquer au pays exportateur les résultats de l'analyse du risque (le cas échéant) ainsi que les exigences spécifiques devant être respectées.
- ◆ Les ONPV du pays exportateur et du pays de transit doivent discuter et convenir d'options de gestion à appliquer pour protéger le pays de transit du risque qui a été identifié et évalué.
- ◆ En cas de non-conformité, l'ONPV du pays de transit doit adresser une notification au pays exportateur ou lui communiquer les cas de non-conformité ainsi que les actions d'urgence menées conformément à la NIMP n° 13 (*Directives pour la notification de non-conformité et d'action d'urgence*, 2001).
- ◆ Il est préférable que l'ONPV du pays de transit communique et coopère de façon efficace avec les douanes et les organismes chargés des contrôles aux frontières de son propre pays, ainsi qu'avec les autres parties prenantes impliquées dans la gestion des marchandises en transit. Cela permettra à l'ONPV d'obtenir rapidement des informations sur les articles réglementés en transit, et d'accéder en temps voulu auxdits articles, tout en étant informée des cas pouvant nécessiter une intervention phytosanitaire qui viendrait s'ajouter aux formalités douanières habituelles.

Encadré 4

Question : Que doit faire l'ONPV du pays de transit lorsqu'un risque phytosanitaire a été identifié ?

Réponse : Elle doit effectuer une évaluation du risque phytosanitaire. Puis envisager, au besoin, des options de gestion. (Cf. NIMP n° 22, 11, 25 et autres NIMP pertinentes.)

3 Risque pour le pays de transit

Le niveau d'implication de l'ONPV dans la gestion des envois en transit doit être déterminé en fonction de l'ampleur du risque phytosanitaire posé par l'envoi au pays de transit. En vue de déterminer ce risque et d'y appliquer la gestion appropriée, l'ONPV du pays de transit doit :

- ◆ établir la présence ou non du risque phytosanitaire
- ◆ évaluer le risque d'introduction et de dissémination de l'organisme nuisible que présente l'envoi en transit
- ◆ gérer le risque en fonction de l'évaluation qui en aura été faite.

Encadré 5

Quand l'ONPV doit-elle intervenir ? : « Seuls les risques phytosanitaires qui concernent les organismes nuisibles réglementés du pays de transit ou les organismes nuisibles soumis à action d'urgence dans ce pays doivent être pris en compte » (NIMP n° 25 [2006], *Envois en transit*, section 1.1).

L'ONPV du pays de transit peut recueillir et examiner des informations afin de déterminer si l'envoi en transit présente un risque phytosanitaire potentiel. La section 1.1 de la NIMP n° 25 fournit une liste indicative du type d'informations à examiner.

Si l'ONPV du pays de transit identifie un risque phytosanitaire potentiel et décide qu'il est nécessaire de procéder à une évaluation

du risque phytosanitaire, elle pourra trouver dans les autres NIMP des directives sur la façon de mener cette analyse². Aux termes de la NIMP n° 25, l'évaluation ne s'applique qu'aux articles réglementés ou soumis à action d'urgence dans le pays de transit. La NIMP relative à l'analyse du risque phytosanitaire peut se révéler utile dans le cadre de processus. Néanmoins, les conséquences économiques potentielles associées aux organismes nuisibles réglementés devront déjà avoir été préalablement évaluées et il ne sera pas nécessaire de répéter cette évaluation (NIMP n° 25).

Les exemples présentés ci-dessous illustrent la façon dont les pays de transit peuvent utiliser une NIMP

existante pour identifier, évaluer et gérer les risques posés par les organismes nuisibles réglementés.

3.1 Facteurs liés aux marchandises et risque associé

Plusieurs facteurs peuvent avoir une incidence sur le risque phytosanitaire. Le degré et la méthode de transformation d'une marchandise sont autant de facteurs ayant une incidence sur le risque phytosanitaire et peuvent fournir aux ONPV des renseignements pratiques pour déterminer la présence d'un risque phytosanitaire potentiel.

La NIMP n° 32 (*Classification des marchandises selon le risque phytosanitaire qu'elles présentent*, 2009) donne des indications utiles pour catégoriser le niveau de risque posé par une marchandise, en tenant compte :

- ◆ d'une éventuelle transformation du produit
- ◆ de la méthode et du degré de la transformation à laquelle il a été soumis
- ◆ de l'usage qui en est prévu, et des possibilités d'introduire et de disséminer ainsi des organismes nuisibles réglementés.

Encadré 6

Rappel : L'ONPV du pays de transit ne doit être impliquée qu'en cas de risque phytosanitaire.

Cette classification en catégories offre des options permettant d'attribuer des niveaux de risque phytosanitaire à certaines marchandises en transit. De manière générale, plus une marchandise a subi de transformations moins le risque phytosanitaire est élevé. Ce type d'information peut se révéler utile pour déterminer le niveau d'implication de l'ONPV dans le processus de transit.

L'ONPV du pays de transit peut demander des informations détaillées sur les méthodes ou le degré de transformation (telles que la température, la durée d'exposition ou les dimensions des particules) afin de déterminer la catégorie de risque phytosanitaire dans laquelle la marchandise devrait être classée, et si une

²/ Entre autres documents pertinents, on peut consulter la NIMP n° 2 (*Cadre de l'analyse du risque phytosanitaire*, 2007), la NIMP n° 11 (*Analyse du risque phytosanitaire pour les organismes de quarantaine*, 2013) ainsi que d'autres NIMP. Voir <http://phytosanitary.info/pr> (en anglais) pour le matériel de formation à l'analyse du risque phytosanitaire, notamment un cours de formation en ligne.

intervention phytosanitaire peut s'avérer nécessaire³. L'Appendice 1 de la NIMP n° 32 fournit un diagramme de flux qui illustre le processus de classification des marchandises en catégories selon le risque phytosanitaire qu'elles présentent.

Le tableau 1 ci-dessous offre une vue synthétique des catégories de marchandises en fonction de la méthode et du degré de transformation et, le cas échéant, de l'usage prévu, sur la base des directives de la NIMP n° 32 (section 2).

Tableau 1. Catégories de marchandises, comme décrit dans la NIMP n° 32

Catégorie	Degré de transformation	Action phytosanitaire
Catégorie 1	transformées au point de ne plus pouvoir être infestées par des organismes de quarantaine	– aucune mesure phytosanitaire n'est exigée – aucun certificat phytosanitaire n'est exigé
Catégorie 2	transformées mais qui peuvent encore être infestées par certains organismes de quarantaine	– une analyse du risque phytosanitaire peut être exigée
Catégorie 3	non transformées et destinées à la consommation ou la transformation	– une analyse du risque phytosanitaire est nécessaire pour identifier les risques phytosanitaires
Catégorie 4	non transformées, destinées à la plantation	– une analyse du risque phytosanitaire est nécessaire pour identifier les risques phytosanitaires ; ces marchandises sont davantage susceptibles de présenter un risque phytosanitaire

Après avoir examiné les risques phytosanitaires associés à la marchandise en transit, l'ONPV ne doit mener *aucune action* si :

- ◆ L'envoi en transit ne pose aucun risque phytosanitaire potentiel. Par exemple lorsque :
 - Les organismes nuisibles associés à la marchandise ne sont pas réglementés dans le pays de transit.
 - La marchandise a subi des transformations au point qu'aucun organisme de quarantaine n'est susceptible d'être associé à la marchandise.
 - Les envois en transit posent un risque négligeable ou nul. Par exemple lorsque :
 - Les envois sont bien fermés et scellés.
 - Les organismes nuisibles sont réglementés dans le pays de transit mais ne sont pas susceptibles de s'échapper de l'envoi.
 - Les envois ne sont pas déchargés et le temps de transit est relativement court.
 - Les procédures douanières n'affectent en aucune manière l'intégrité de l'envoi.

- ◆ Lorsque des *risques potentiels* sont identifiés, l'ONPV doit :

- mener une évaluation du risque phytosanitaire en lien avec les organismes nuisibles ou les marchandises afin d'identifier la nécessité et la justification technique de toute mesure phytosanitaire
- prendre en compte uniquement les risques phytosanitaires qui concernent les organismes nuisibles réglementés par le pays de transit ou les organismes nuisibles soumis à une action d'urgence dans ce pays.

3/ La NIMP n° 25 (section 1) stipule que l'ONPV du pays de transit doit recueillir et examiner des informations pertinentes. La NIMP n° 32 (section 2) stipule que les pays exportateurs doivent fournir des informations détaillées sur la méthode ou le degré de transformation afin d'aider les pays importateurs à déterminer la catégorie dans laquelle la marchandise devrait être classée. Bien que le pays de transit n'importe pas l'envoi, les informations relatives à la transformation peuvent s'avérer utiles et correspondent aux informations que la NIMP n° 25 suggère de recueillir. Le pays de transit peut demander que lui soient communiquées ces informations.

3.2 Évaluation du risque phytosanitaire par le pays de transit

Lorsqu'elle évalue les risques phytosanitaires associés à la filière de transit, l'ONPV du pays de transit doit normalement se concentrer uniquement sur la probabilité que des organismes nuisibles soient introduits ou disséminés à partir des envois en transit (NIMP n° 25, NIMP n° 11 [section 2.2]). Pour mener à bien cette évaluation, il est important de disposer d'informations fiables sur la situation des organismes nuisibles dans le pays exportateur et le pays de transit. Les pays de transit s'appuient sur les notifications de situation d'organismes nuisibles pour mener l'analyse du risque phytosanitaire concernant un organisme nuisible donné dans le pays d'origine des envois et pour mettre en place une réglementation phytosanitaire afin de prévenir l'entrée, l'établissement et la dissémination des organismes nuisibles sur leurs territoires (cf. NIMP n° 8 [*Détermination de la situation d'un organisme nuisible dans une zone*, 1998] et la NIMP n° 17 [*Signalement d'organismes nuisibles*, 2002]).

L'ONPV doit évaluer minutieusement le risque en tenant compte de certains facteurs comme :

- ◆ Les filières d'introduction ou de dissémination des organismes nuisibles réglementés à partir des envois en transit. Par exemple :
 - Y a-t-il un contact direct avec la marchandise en transit ?
 - Y a-t-il des graines d'adventices ?
 - Quelle est la qualité des matériaux d'emballage et des moyens de transport ?
- ◆ Les organismes nuisibles réglementés associés aux envois en transit :
 - Quels organismes nuisibles réglementés sont susceptibles d'être associés à l'envoi dans le pays d'origine et l'envoi en transit ?
 - Quelles mesures d'atténuation ont été prises dans le pays d'origine ou dans d'autres pays de transit ?
 - La qualité biologique de l'organisme nuisible réglementé suppose-t-elle un risque d'infestation pendant le transit ?
- ◆ Le mécanisme de dispersion et la mobilité des organismes nuisibles réglementés :
 - Dans quelle mesure l'organisme nuisible est-il mouvant ?
 - L'organisme nuisible associé est-il vectorisé ?
- ◆ La répartition des hôtes dans le pays de transit:
 - Les ports de transit sont-ils proches des zones de populations hôtes ?
- Si un organisme nuisible parvient à s'échapper, lui est-il difficile de d'atteindre des hôtes ?
- ◆ Les moyens de transport (camion, train, avion, navire, etc.) :
 - Les camions, les cales des navires et les trains sont-ils approuvés et certifiés ?
 - Quel est le niveau de sécurité associé à chaque type de transport ?
 - Combien de temps les envois mettent-ils pour traverser le pays de transit ?
 - La sécurité phytosanitaire du moyen de transport est-elle garantie (par exemple, fermé ou scellé) ?
- ◆ L'existence et le type d'emballage :
 - Dans quelle mesure l'emballage est-il sûr ?
 - Est-il résistant aux insectes ou étanche ?
 - Quel est le niveau de confinement en cas d'accident ?
 - Quelle est la probabilité qu'un organisme nuisible puisse s'échapper lors du transit ?
- ◆ Un changement de configuration :
 - L'envoi doit-il être fractionné, groupé ou remballé ?
 - Dans quelles conditions ces changements interviendront-ils ?
 - Les procédures et les installations sont-elles approuvées par l'ONPV ?
 - Les procédures sont-elles surveillées par l'ONPV (si nécessaire) ?
- ◆ La durée de transit ou d'entreposage et les conditions d'entreposage :
 - Combien de temps dure le transit entre l'entrée et la sortie ?
 - Les conditions d'entreposage sont-elles adéquates pour garantir le confinement des organismes nuisibles réglementés ?
- ◆ L'itinéraire emprunté par l'envoi avant son arrivée dans le pays de transit et au sein de ce dernier :
 - Quels risques ont pu être associés à l'envoi lors de son transport vers le pays de transit ?
 - L'itinéraire de transit se situe-t-il près d'hôtes disponibles ?
 - Les itinéraires de transit sont-ils sûrs et relativement épargnés par les accidents ou par d'autres facteurs pouvant faire s'échapper des organismes nuisibles ?
 - Les itinéraires de transit sont-ils les plus directs de manière à ce que les marchandises passent le moins de temps possible en transit ?

- Existe-t-il un système de suivi de l'itinéraire emprunté ?
- ◆ Fréquence, volume et saison du transit :
 - Avec quelle fréquence la marchandise transite-t-elle ?
 - En quelle quantité les marchandises transitent-elles ?
 - La saison du transit coïncide-t-elle avec des périodes de plantation ou de récolte, ou avec des périodes où les hôtes sont facilement disponibles dans le pays de transit ?

3.3 Mesures phytosanitaires

En s'appuyant sur l'évaluation du risque, l'ONPV du pays de transit peut prendre des mesures pour gérer le risque phytosanitaire. Les Normes internationales pour les mesures phytosanitaires ont été adoptées par la Commission des mesures phytosanitaires de la CIPV et sont disponibles à l'adresse suivante : <https://www.ippc.int/fr/core-activities/standards-setting/ispm>. La NIMP n° 11 (2013) présente des informations détaillées sur les différentes options de gestion du risque.

Sur la base de l'évaluation du risque, les envois en transit peuvent être classés par l'ONPV en deux grandes catégories, aux fins de la gestion du risque :

- 1 Le transit ne nécessitant pas de mesures phytosanitaires ultérieures :
 - Les contrôles douaniers suffisent.
 - L'ONPV n'entreprend *aucune* action phytosanitaire.
- 2 Le transit nécessitant des mesures phytosanitaires ultérieures.

Encadré 7

Les mesures phytosanitaires ne doivent s'appliquer qu'aux risques liés aux organismes nuisibles réglementés ou à ceux qui sont soumis à action d'urgence dans le pays de transit (NIMP n° 25, section 1.3.2).

Lorsque des mesures phytosanitaires spécifiques sont nécessaires en sus des contrôles douaniers, l'ONPV peut, au besoin, édicter des prescriptions en matière de transit et prendre des mesures appropriées concernant l'un ou l'autre des points suivants :

- ◆ Identité et intégrité phytosanitaire de l'envoi :
 - demander les certificats phytosanitaires
 - vérifier l'identité ou l'intégrité de l'envoi (cf. NIMP n° 23 pour plus de détails)

- déterminer les traitements phytosanitaires (par exemple, traitement avant expédition, traitements lorsque l'intégrité de l'envoi est en doute)
- spécifier les conditions physiques de l'envoi (par exemple, réfrigération, emballage ne permettant pas la sortie des organismes nuisibles ou moyen de transport empêchant les pertes)
- utiliser des scellés spécifiques de l'ONPV pour les moyens de transport ou l'envoi
- déterminer le type d'emballage requis.
- ◆ Déplacement des envois en transit :
 - désigner des points d'entrée et de sortie
 - assurer la traçabilité des envois pendant le transit
 - établir des limitations portant sur la durée de transit ou la période de l'année en tenant compte des organismes nuisibles et des hôtes afin de minimiser le risque
 - vérifier la sortie de l'envoi.
- ◆ Mode et moyens de transport :
 - spécifier, si possible, le mode de transport et les itinéraires de transit désignés
 - s'assurer que les biens voyagent dans des véhicules et conteneurs sûrs
 - établir des dispositions spécifiques en matière de plans de gestion d'urgence à l'usage des transporteurs
- ◆ Procédures et installations de manutention :
 - Réglementer les changements de configuration (par exemple, groupé, fractionné, remballé)
 - utiliser les équipements ou installations prescrits par l'ONPV
 - s'assurer que les installations douanières soient adéquates et reconnues par l'ONPV
 - fournir les documents appropriés, en plus de ceux exigés par les services des douanes
 - inspection de l'envoi
 - assurer la destruction des déchets en toute sécurité.

Encadré 8

Les mesures phytosanitaires doivent être fondées sur une analyse du risque et être techniquement justifiées.

3.4 Situations de transit spécifiques

Certaines situations de transit spécifiques et suggestions d'intervention pouvant être utiles à l'ONPV du pays de transit sont résumées ci-dessous à titre informatif. Dans les cas où il est indiqué que les procédures douanières suffisent, l'ONPV peut néanmoins participer à la procédure de vérification, directement ou par le biais des services des douanes ou des organismes chargés des contrôles aux frontières.

Les exemples de situations qui suivent sont fournis à titre informatif uniquement :

3.4.1 Situation 1

Le point d'entrée est le même que celui de sortie. Aucun déchargement ni entreposage.

- ◆ Conditions :
 - transit de courte durée
 - envoi maintenu fermé, convenablement emballé et non exposé
 - aucun risque phytosanitaire.
- ◆ Actions : seules s'appliquent les procédures douanières.

3.4.2 Situation 2

Le point d'entrée est le point de sortie. L'envoi est déchargé, entreposé et remballé pour être distribué en différents endroits.

- ◆ Conditions :
 - la durée du transit peut varier
 - les installations et les procédures sont adéquates pour protéger l'intégrité de l'envoi
 - le risque phytosanitaire est négligeable.
- ◆ Actions : la supervision du processus par l'inspecteur de l'ONPV peut être réclamée afin de garantir la sécurité phytosanitaire de l'envoi, en plus des procédures douanières.

3.4.3 Situation 3

Le point d'entrée est le point de sortie. L'envoi est déchargé, entreposé et remballé pour être distribué.

- ◆ Conditions :
 - temps de transit variable
 - les installations et les procédures ne sont *pas* adéquates pour garantir l'intégrité de l'envoi
 - le risque phytosanitaire n'est pas exclu.
- ◆ Actions : **des mesures phytosanitaires** peuvent être exigées en plus des procédures douanières.

3.4.4 Situation 4

Le point d'entrée n'est pas le point de sortie. L'envoi est transporté par voie terrestre vers le port de sortie du pays de transit.

- ◆ Conditions :
 - temps de transit variable
 - l'envoi reste convenablement fermé et confiné
 - risque d'accident lors du transport par camion, train et autre moyen de transport.
- ◆ Actions : des mesures phytosanitaires peuvent être nécessaires en plus des procédures douanières, comme par exemple la certification du moyen de transport, assurer un emballage approprié, définir l'itinéraire de transit, assurer la traçabilité des envois et des transporteurs. (Lorsque l'envoi est transporté à l'air libre, le risque est accru et l'ONPV peut être amenée à prendre les mesures phytosanitaires appropriées, comme précisé à la [section 3.3 du présent guide](#).)

3.4.5 Situation 5

Le point d'entrée n'est pas le point de sortie. L'envoi est transbordé pour être acheminé vers le port final de destination sans être manipulé, ou très peu.

- ◆ Conditions :
 - temps de transit variable
 - le moyen de transport a été approuvé au port d'entrée
 - la cargaison peut être approuvée à l'entrée ou à la destination finale
 - le risque phytosanitaire est négligeable.
- ◆ Actions : aucune intervention de l'ONPV n'est nécessaire en dehors des procédures douanières.

3.5 Mesures additionnelles

L'ONPV peut :

- ◆ exiger que les envois soient soumis aux mêmes exigences que les importations, ce qui peut **également inclure l'interdiction**, lorsque les mesures phytosanitaires appropriées pour les envois en transit sont inexistantes ou qu'elles sont impossibles à appliquer
- ◆ décider que ces envois doivent respecter les exigences à l'importation, ou les soumettre à d'autres mesures phytosanitaires appropriées, si des envois en transit sont entreposés ou remballés de telle façon qu'ils présentent un risque phytosanitaire.

4 Établissement d'un système de transit

4.1 Coordination avec les organismes de contrôle aux frontières et les intervenants du secteur privé

L'objectif du système de transit est d'empêcher les organismes nuisibles réglementés, associés à des envois en transit et à leurs moyens de transport, d'être introduits et disséminés dans le pays de transit.

Les systèmes de transit doivent s'appuyer sur un cadre réglementaire regroupant la législation, la réglementation et des procédures phytosanitaires. Le système de transit est géré conjointement par l'ONPV, les services des douanes et d'autres autorités compétentes, selon que de besoin, et doit veiller à l'application des mesures phytosanitaires prescrites.

Le système national de transit encourage la coopération, la compréhension et la connaissance entre les organismes de contrôle aux frontières. La coopération entre les organismes de contrôle aux frontières et les autres services concernés en vue d'instaurer un contrôle phytosanitaire efficace permet d'assurer la transparence et la cohérence des procédures, et de renforcer la confiance entre les partenaires commerciaux.

L'ONPV est chargée de définir les aspects phytosanitaires du système national de transit et peut suivre à cette fin les étapes décrites ci-dessous :

- ◆ identifier, exposer clairement et justifier les points qui devront être pris en compte dans le cadre du système national de transit
- ◆ solliciter l'appui politique de la partie contractante pour établir le système national de transit
- ◆ identifier les principaux acteurs et parties prenantes impliqués dans la gestion des envois en transit. Il s'agit notamment :
 - des services des douanes
 - des autorités portuaires
 - du personnel de sécurité
 - des agents chargés de la manipulation
 - des agents chargés de l'approbation
 - des sociétés de transport maritime
 - des transporteurs

- ◆ identifier et comprendre le rôle de chaque partie prenante dans la gestion des envois en transit :
 - le rôle des services des douanes dans la gestion des envois en transit
 - les obligations légales ou administratives des services des douanes prévues par la loi du pays
 - les obligations découlant des traités internationaux qui peuvent notamment exiger que les mesures de contrôle douanier prises dans le pays de départ soient approuvées par les pays de transit et de destination
 - les dispositions juridiques visant à garantir que les inspecteurs phytosanitaires aient accès aux installations ou zones où des articles réglementés pourraient être manipulés ou entreposés
- ◆ déterminer dans quelle mesure les actions de chaque partie prenante peuvent avoir une incidence sur la sécurité phytosanitaire des envois en transit. Par exemple :
 - identification des procédures de contrôle de vérification
 - vérification des documents
 - ouverture des conteneurs, colis, boîtes, etc.
 - durée d'exposition des conteneurs ou emballages ouverts
 - ouverture et apposition de scellés sur les conteneurs
 - approbation des véhicules
 - fractionnements, remballages, etc.
- ◆ établir un système de transit juridiquement contraignant en vertu duquel toutes les parties prenantes sont tenues de rendre des comptes et qui détermine les obligations de chacune d'entre elles :
 - discuter avec les parties prenantes
 - parvenir à un accord sur les objectifs communs et les actions à entreprendre en vue d'atteindre ces objectifs

- s'accorder sur la législation ou, le cas échéant, sur les procédures administratives applicables à l'ensemble des parties prenantes
- ◆ former les parties prenantes pour les sensibiliser davantage à l'importance d'appliquer des mesures phytosanitaires aux envois en transit et d'assurer la sécurité phytosanitaire des envois
- ◆ examiner, moderniser et améliorer, en collaboration avec les autorités portuaires et les services des douanes, les installations où sont entreposées et manipulées les envois en transit
- ◆ établir les procédures adéquates afin de minimiser le risque d'introduction d'organismes nuisibles
- ◆ organiser en temps utile des discussions ainsi que la surveillance et le réexamen du système de transit.

Encadré 9

L'ONPV assume la responsabilité des aspects phytosanitaires du système de transit, et établit et met en œuvre les mesures phytosanitaires nécessaires pour gérer les risques phytosanitaires, en tenant compte des procédures douanières en matière de transit (NIMP n° 25 [2006], section 2).

4.2 Documentation

Les ONPV impliquées dans des activités de transit sont tenues de documenter leurs systèmes de transit. Elles doivent entre autres fournir des informations sur :

- ◆ les activités de transit auxquelles participe l'ONPV
- ◆ les exigences phytosanitaires
- ◆ les restrictions et interdictions posées aux marchandises en transit
- ◆ les mesures phytosanitaires appliquées
- ◆ les actions d'urgence prises, le cas échéant
- ◆ la description et le fonctionnement du système de transit
- ◆ les protocoles normalisés, le cas échéant.

Maintenir un bon système de documentation :

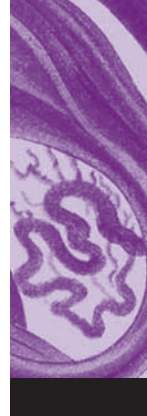
- ◆ permet d'assurer la traçabilité au besoin
- ◆ promeut la fiabilité et la crédibilité au sein des partenaires commerciaux
- ◆ facilite les processus d'examen
- ◆ promeut la transparence (les informations doivent être fournies sur demande à toute partie contractante susceptible d'être affectée par les mesures phytosanitaires et les procédures mises en œuvre).

4.3 Examen et ajustements

Il est conseillé aux ONPV impliquées dans des activités de transit de réexaminer régulièrement leur système de transit, par exemple une fois par an. Un audit interne peut s'avérer suffisant pour les systèmes de transit simples. Lorsque les accords de transit sont complexes et couvrent d'importants volumes de marchandises qui transitent fréquemment et comportent des risques identifiés, un examen externe indépendant pourrait être indiqué.

L'ONPV doit prévoir des examens périodiques et d'incident selon que de besoin. Ces examens porteront sur :

- ◆ le système de transit lui-même : **ce qui fonctionne**, ce qui doit être amélioré ou modifié
- ◆ les types d'envois en transit et les risques associés
- ◆ les ajustements nécessaires en vue d'améliorer le système.



5 Réponse aux situations d'urgence ou de non-conformité

La non-conformité aux exigences relatives au transit ou aux urgences entraîne des risques pour le pays de transit. La NIMP n° 13 donne des exemples de non-conformité et fournit des orientations aux ONPV pour faire face à de telles situations. L'ONPV peut mettre en place des mesures pour gérer les situations de non-conformité et d'urgence. Ces situations peuvent être dues :

- ◆ à la non-conformité aux exigences phytosanitaires du pays de transit de la part du pays exportateur
- ◆ à la non-conformité aux prescriptions documentaires du pays de transit de la part du pays exportateur
- ◆ à une situation phytosanitaire nouvelle ou imprévue dans le pays exportateur comme la présence d'un organisme nuisible non notifié ou inconnu pouvant avoir des répercussions importantes sur le plan phytosanitaire
- ◆ aux accidents dans le pays de transit conduisant à ce qu'un organisme nuisible réglementé s'échappe d'un envoi en transit
- ◆ à une faiblesse inhérente au système de transit susceptible de compromettre la sécurité phytosanitaire des envois.

Dans de telles circonstances, il est recommandé à l'ONPV de :

- ◆ revoir les différentes composantes du système de transit
- ◆ établir des procédures et des actions d'urgence pour identifier les risques
- ◆ élaborer un plan d'action d'urgence pour l'organisme nuisible réglementé spécifique associé à la marchandise

- ◆ impliquer l'ensemble des organismes de contrôle aux frontières et des parties prenantes pour identifier et gérer les situations d'urgence
- ◆ s'assurer que les équipements, produits chimiques et autres matériels nécessaires à l'application des mesures d'urgence soient disponibles
- ◆ élaborer une procédure de documentation cohérente pour tous les organismes qui participent aux interventions d'urgence
- ◆ établir une procédure de notification pour communiquer avec l'ONPV du pays exportateur et, le cas échéant, avec l'ONPV du pays importateur
- ◆ adresser rapidement une notification une fois que la non-conformité ou que la nécessité de mener une action d'urgence a été confirmée et que des actions phytosanitaires ont été menées
- ◆ suspendre l'opération de transit, uniquement si nécessaire. Il est recommandé de discuter avec l'ONPV du pays exportateur afin de trouver une solution lorsque des cas importants de non-conformité sont constatés à de façon répétée (NIMP n° 20, NIMP n° 13). Si les risques sont dus à des problèmes internes au pays dans lequel le transit a lieu, le système de transit du pays en question doit alors être réexaminé et amélioré.

6 Cas particuliers

Encadré 10

Rappel : Dans tous les cas, les mesures phytosanitaires doivent être techniquement justifiées et fondées sur une analyse du risque.

Les informations ci-après présentent des exemples théoriques à l'attention des ONPV et à titre informatif uniquement. Au moment de la rédaction de la présente publication, il n'existait aucune NIMP fournissant des directives spécifiques sur

ces questions. Quelle que soit la situation, l'analyse du risque doit être la base de toute mesure phytosanitaire.

6.1 Semences, terre et milieux de culture

Les semences, la terre et les autres milieux de culture non stériles posent des risques phytosanitaires spécifiques, notamment lorsqu'ils sont transportés par camion, train ou toute autre forme de transport terrestre. Des accidents et des pertes peuvent survenir lorsque, par exemple, des semences ou d'autres articles réglementés s'échappent de camions ou wagons renversés. Ce type d'événement accroît la probabilité d'établissement et de dissémination des organismes nuisibles associés, y compris les adventices.

Le risque d'accident ne pouvant être totalement écarté, plusieurs options s'offrent à l'ONPV :

- ◆ définir des prescriptions en matière de transit portant sur la certification des semences au regard de la situation des organismes nuisibles
- ◆ assurer la traçabilité et surveiller le transport terrestre des semences, en collaboration avec les services des douanes et d'autres organismes de contrôle aux frontières
- ◆ s'assurer que les emballages soient sûrs et adaptés et que les conteneurs soient correctement fermés pour le transport des semences

- ◆ instaurer l'obligation pour les transporteurs routiers et les chauffeurs de signaler les accidents :
 - lorsque les transporteurs routiers et les chauffeurs sont déjà tenus de signaler directement aux services des douanes les accidents, l'ONPV peut décider par exemple que les douanes signalent rapidement à l'ONPV les accidents qui leur sont rapportés
 - lorsque les transporteurs routiers et les chauffeurs ne sont pas tenus de signaler directement aux services des douanes les accidents, l'ONPV peut décider par exemple qu'ils les signalent directement et dans les meilleurs délais à l'ONPV
- ◆ élaborer un plan d'action d'urgence pour les situations de transport des semences par voie terrestre.

Lorsqu'elles sont associées à du matériel de plantation ou des végétaux à racines, la terre et les milieux de culture non stériles peuvent poser des risques au pays de transit, notamment si les envois correspondants sont acheminés par voie terrestre ou remballés et fractionnés, ou s'ils sont acheminés dans un moyen de transport ouvert. Plusieurs options s'offrent à l'ONPV du pays de transit :

- ◆ exiger que le milieu de culture qui accompagne les végétaux à planter soit certifié stérile
- ◆ fixer, le cas échéant, des limites concernant la quantité de terre qui accompagne l'envoi, comme dans le cas des végétaux à racines qui ne sont pas lavés
- ◆ exiger que le gazon ou les pousses soient dûment certifiés et, si possible, produits dans des milieux stériles.

6.2 Transit d'organismes de lutte biologique ou d'organismes nuisibles vivants pour la recherche scientifique

La CIPV fixe la réglementation applicable aux agents de lutte biologique et autres organismes utiles.

Le paragraphe 1 de l'article VII de la CIPV stipule que :

Les parties contractantes ont le pouvoir souverain de réglementer, conformément aux accords internationaux en vigueur, l'importation de végétaux, produits végétaux et autres articles réglementés, afin d'empêcher l'introduction et/ou la dissémination d'organismes nuisibles réglementés sur leur territoire et, à cette fin, elles peuvent :

[...]

c) interdire ou restreindre l'entrée sur leur territoire des organismes nuisibles;

d) interdire ou restreindre l'entrée sur leur territoire d'agents de lutte biologique et d'autres organismes d'importance phytosanitaire réputés bénéfiques.

La section 4.1 de la NIMP n° 20 (*Directives pour un système phytosanitaire de réglementation des importations*, 2004) porte sur la réglementation des organismes nuisibles et des agents de lutte biologique et la NIMP n° 3 (*Directives pour l'exportation, l'expédition, l'importation et le lâcher d'agents de lutte biologique et autres organismes utiles*, 2005) fournit également des directives.

Un agent de lutte biologique ou autre organisme utile peut être potentiellement nuisible en lui-même; dans certaines situations, les agents de lutte biologique et autres organismes utiles peuvent être des porteurs ou constituer une filière pour des organismes nuisibles, des hyperparasitoïdes, des hyperparasites ou des entomopathogènes. En ce sens, les agents de lutte biologique et autres organismes utiles peuvent être considérés comme des articles réglementés comme décrits au paragraphe 1 de l'article VII de la CIPV (1997) et dans la NIMP n° 20 (2004).

L'ONPV :

- ◆ rassemblera des informations détaillées sur les agents de lutte biologique qui transitent par son territoire
- ◆ déterminera les risques associés et leur gestion
- ◆ établira les exigences applicables à ce type d'envois en transit
- ◆ vérifiera la conformité avec les prescriptions et les conditions relatives au transit
- ◆ s'assurera que les conditions d'envoi et de manipulation sont respectées en tenant dûment compte de la nature de l'agent de lutte biologique
- ◆ facilitera l'acheminement rapide dans le pays de transit
- ◆ ne prendra aucune mesure phytosanitaire tant qu'un risque spécifique n'aura pas été identifié
- ◆ identifiera et collaborera avec les personnes et organismes compétents appropriés dans le pays de transit en cas d'urgence ou lorsque des manipulations et installations spécifiques sont nécessaires.

6.3 Plants aquatiques

Le volume du commerce des plantes aquatiques dans le commerce international ne cesse d'augmenter en raison notamment de la manipulation des écosystèmes et du développement de l'industrie alimentaire, des jardins aquatiques et de l'aquaculture (Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce [STDF], 2013). L'eau douce, les plantes marines et les algues constituent un habitat essentiel pour d'autres organismes aquatiques, un substrat pour les plantes et animaux directement concernés, des zones de frai pour les animaux, des alevinières pour les jeunes poissons et autres biotes, et un habitat pour les espèces arrivées à maturité (Wersal & Madsen, 2012).

Les industries des jardins aquatiques et des aquariums constituent des filières majeures pour l'introduction de plantes envahissantes et d'organismes nuisibles. L'ONPV du pays de transit prendra les mesures appropriées pour atténuer les risques phytosanitaires posés par les espèces de plantes aquatiques déplacées sur son territoire s'il est démontré par l'évaluation du risque que le transit des plantes aquatiques pose des risques spécifiques dans ce pays de transit.

L'ONPV envisagera les actions suivantes pour les envois de plantes aquatiques en transit :

- ◆ pour tout pays à l'origine d'un envoi, déterminer les espèces d'organismes nuisibles associées et, le cas échéant, mener une analyse du risque afin de mettre en place des prescriptions pour les envois de plantes aquatiques en transit
- ◆ contrôler la conformité avec les prescriptions et les conditions relatives au transit
- ◆ se procurer les données pertinentes dans les bases de données des ONPV et d'autres institutions fiables concernant les espèces de plantes aquatiques envahissantes
- ◆ définir les mesures de protection appropriées pour le confinement et le transport des envois par voie terrestre
- ◆ assurer la traçabilité des envois pendant le transit
- ◆ veiller à ce que les envois soient manipulés dans le respect des procédures prescrites lors des interventions à des fins de vérification ou à toute autre fin jugée nécessaire
- ◆ définir des mesures d'urgence pour traiter les cas de non-conformité.

6.4. Organismes nuisibles contaminants

Les organismes nuisibles qui ne sont pas directement associés à la marchandise en transit, sinon aux matériaux d'emballage de ladite marchandise en provenance du pays exportateur, peuvent poser un risque au pays de transit. L'ONPV du pays de transit peut alors exiger que :

- ◆ les matériaux d'emballage en bois soient traités en conformité avec la NIMP n° 15
- ◆ les cales et les véhicules de transport soient désinfectés pour prévenir la contamination par des organismes nuisibles d'autres marchandises transportées conjointement (cela suppose une étroite relation entre l'ONPV du pays de transit et les services des douanes ou les organismes chargés des contrôles aux frontières en vue de coopérer sur les conteneurs et les produits non agricoles)
- ◆ les services des douanes communiquent les informations pertinentes à l'ONPV.

6.5. Fraude

Les cas de fraude peuvent concerner les fausses déclarations sur l'identité ou l'intégrité de l'envoi (y compris la dissimulation d'articles réglementés non autorisés dans les envois), un étiquetage frauduleux et des informations inexacts sur le pays ou le lieu d'origine.

Une fraude liée à un envoi en transit peut exposer le pays de transit à un risque important d'introduction d'organismes nuisibles réglementés. L'ONPV doit se tenir informée de ce type d'événements et disposer de mécanismes lui permettant de les détecter et de les traiter.

Outre les contrôles de documents effectués par les douanes, l'ONPV du pays de transit peut décider de procéder à d'autres contrôles de documents qui pourraient être techniquement justifiés au regard du risque phytosanitaire. L'ONPV peut :

- ◆ s'assurer que les documents d'identification de l'envoi correspondent bien à l'envoi en transit
- ◆ établir des procédures pour permettre la traçabilité des envois dans le cas où surviendrait un doute quant à l'intégrité de l'envoi et au pays d'origine
- ◆ prendre les mesures phytosanitaires appropriées, y compris l'interdiction et le refus de décharger l'envoi du véhicule de transport
- ◆ demander la sortie de l'envoi (la saisie, la destruction et la demande de sortie des envois peuvent entraîner une charge financière supplémentaire pour l'ONPV du pays de transit)
- ◆ notifier sans délai l'ONPV du pays exportateur et, le cas échéant, l'ONPV du pays importateur
- ◆ réclamer une action corrective urgente de la part du pays exportateur lorsqu'un cas de non-conformité lui est notifié
- ◆ réunir des informations sur les cas de non-conformité afin de déterminer les prochaines mesures à prendre.

7 Conclusions

La gestion des situations de transit peut prendre diverses formes, impliquant selon les cas des procédures administratives simples ou plus complexes auxquelles est associée l'ONPV du pays de transit. L'intervention de l'ONPV doit être fondée sur la nécessité de gérer un risque perçu ou réel. Le risque associé à l'envoi doit être dûment évalué, en tenant compte des facteurs de risque décrits dans la NIMP n° 25.

Les mesures de gestion du risque doivent être justifiables et réalisables dans le cadre de la réglementation nationale. Les exigences auxquelles doit se conformer le pays exportateur doivent être clairement définies et refléter le niveau de risque perçu. Le risque associé au déplacement des articles réglementés en transit peut évoluer lorsque, par exemple, la situation de l'organisme nuisible et le cadre réglementaire évoluent. Le respect des obligations de signalement et une communication adéquate entre les pays impliqués sont les conditions préalables pour effectuer un examen et des ajustements rapides en vue d'atténuer le risque encouru par le pays de transit.

Bien souvent, dans les situations de transit, les envois sont fractionnés, remballés et transportés par voie

terrestre ou transbordés sur un navire dans un port de sortie du pays de transit. L'ONPV doit donc disposer d'installations adéquates et certifiées dans lesquelles ces activités pourront être menées. En tant qu'organisme chargé de superviser le transit des articles réglementés, il incombe à l'ONPV d'obtenir l'appui politique et les ressources nécessaires pour établir et conserver les installations appropriées et d'en assurer le fonctionnement.

La mise en place d'un système national de transit doit reposer sur des cadres juridiques appropriés et une volonté de coopération élevée entre les organismes de contrôle aux frontières. Les relations entre ces organismes doivent être favorisées et reposer sur la confiance, la vigilance et la capacité à assumer les responsabilités qu'elles se seront fixées dans le cadre de leur coopération. La procédure décrite dans le présent manuel exige de l'ONPV qu'elle établisse un système national de transit efficace. Un tel système doit être soigneusement documenté afin d'en faciliter le réexamen et l'amélioration en temps opportun.

Documents de référence et autres ressources

Documents de référence

CIPV : *Convention internationale pour la protection des végétaux*. Rome, CIPV, FAO.

NIMP n° 3 (2005). *Directives pour l'exportation, l'expédition, l'importation et le lâcher d'agents de lutte biologique et autres organismes utiles*. Rome, CIPV, FAO.

NIMP n° 8 (1998). *Détermination de la situation d'un organisme nuisible dans une zone*. Rome, CIPV, FAO.

NIMP n° 11(2013). *Analyse du risque phytosanitaire pour les organismes de quarantaine*. Rome, CIPV, FAO.

NIMP n° 12 (2011). *Certificats phytosanitaires*. Rome, CIPV, FAO.

NIMP n° 13 (2001). *Directives pour la notification de non-conformité et d'action d'urgence*. Rome, CIPV, FAO.

NIMP n° 15 (2009). *Réglementation des matériaux d'emballage en bois utilisés dans le commerce international*. Rome, CIPV, FAO.

NIMP n° 17 (2002). *Signalement d'organismes nuisibles*. Rome, CIPV, FAO.

NIMP n° 20 (2004). *Directives pour un système phytosanitaire de réglementation des importations*. Rome, CIPV, FAO.

NIMP n° 23 (2005). *Directives pour l'inspection*. Rome, CIPV, FAO.

NIMP n° 25 (2006). *Envois en transit*. Rome, CIPV, FAO.

NIMP n° 32 (2009). *Classification des marchandises selon le risque phytosanitaire qu'elles présentent*. Rome, CIPV, FAO.

Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce. *Commerce international et espèces exotiques envahissantes* (en anglais). Genève, Organisation mondiale du commerce.

Wersal, R.M. & Madsen, J.D. 2012. *Aquatic plants, their uses and risks: A review of the global status of aquatic plants*. Publication de la FAO.

Ressources complémentaires

Site Internet de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) : <https://www.CIPV.int/fr>

- NIMP adoptées : <https://www.CIPV.int/fr/core-activities/standards-setting/ispms>
- Texte de la CIPV : <https://www.CIPV.int/fr/publications/1997-international-plant-protection-convention-new-revised-text>

Page Internet pour les ressources phytosanitaires (en anglais) : <http://www.phyosanitary.info>

- Manuels, matériel de formation et autres ressources
- Le matériel qui y figure a été examiné et noté par le Comité chargé du renforcement des capacités de la CIPV pour sa pertinence et sa cohérence avec le cadre de la CIPV
- Des manuels de formation et un cours en ligne sur l'analyse du risque phytosanitaire sont disponibles à l'adresse suivante : <http://phyosanitary.info/prs>
- Un formulaire en ligne disponible sur cette page permet de proposer des ressources complémentaires (dans n'importe quelle langue), pour examen par le Comité chargé du renforcement des capacités de la CIPV.

Le Centre d'assistance de la CIPV (<http://irss.CIPV.int/helpdesk>) comporte un forum de questions-réponses, une foire aux questions et des liens vers des ressources complémentaires.

CIPV

La Convention Internationale pour la Protection des Végétaux (CIPV) est un accord international sur la santé des végétaux qui vise à protéger les plantes cultivées et sauvages en prévenant l'introduction et la dissémination d'organismes nuisibles. Les voyages et les échanges internationaux n'ont jamais été aussi développés qu'aujourd'hui. Cette circulation des personnes et des biens à travers le monde s'accompagne d'une dissémination des organismes nuisibles qui constituent une menace pour les végétaux.

Organisation

- ◆ La Convention regroupe 181 parties contractantes signataires.
- ◆ Chaque partie contractante est rattachée à une Organisation nationale de la protection des végétaux (ONPV) et dispose d'un Point de contact officiel de la CIPV.
- ◆ 10 organisations régionales de la protection des végétaux (ORPV) ont été établies pour coordonner les ONPV au niveau régional.
- ◆ La CIPV assure la liaison avec les organisations internationales compétentes pour aider au renforcement des capacités régionales et nationales.
- ◆ Le Secrétariat est fourni par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).



Convention Internationale pour la Protection des Végétaux (CIPV)

Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome (Italie)
Tél: +39 06 5705 4812 - Télécopie: +39 06 5705 4819
Courriel: ippc@fao.org - Site Internet: www.ippc.int

Le Secrétariat de la CIPV
est fourni et hébergé par

